

En 2025, la croissance économique européenne s'est améliorée

Éric Albert

En dépit des droits de douane de 15 % imposés par Trump, l'activité a résisté dans la zone euro

L'économie européenne confirme sa résilience. En 2025, la croissance de la zone euro s'est élevée à 1,5 %, contre 0,9 % l'année précédente, selon les données publiées, vendredi 30 janvier, par Eurostat, l'institut européen des statistiques. L'Espagne, l'Italie et même l'Allemagne, dont l'économie stagnait depuis trois ans, ont dépassé les attentes des prévisionnistes au quatrième trimestre. Et le taux de chômage de 6,2 %, en baisse de 0,1 point sur un mois, revient à son plus bas niveau de l'histoire de la zone euro.

Ces statistiques sont en partie en trompe-l'œil. Une fois encore, il faut compter l'Irlande à part. En la retirant, la croissance de la zone euro n'est que de 1 % pour 2025, un chiffre qui reflète mieux la réalité. Le petit pays abrite de très nombreuses multinationales américaines, présentes notamment pour des raisons fiscales. Les flux financiers qui y sont enregistrés sont énormes par rapport à la taille de l'économie, et en partie sans lien avec des échanges économiques réels, au point de largement déformer l'ensemble de la croissance européenne.

Il n'en demeure pas moins que les données économiques sont étonnamment robustes. A l'été 2025, le président américain, Donald Trump, a imposé des droits de douane historiques, qui s'élèvent à 15 % sur les biens de l'Union européenne (avec des exemptions notables, dont la pharmacie et l'aéronautique). Et malgré ces tensions commerciales et géopolitiques, la croissance tourne à peu près à son potentiel, c'est-à-dire le rythme de croisière hors effets de conjoncture. Rien de spectaculaire, mais loin de tout effondrement.

Cette solidité a longtemps caché une Europe à deux vitesses : les pays périphériques, Espagne en tête, étaient en forme ces dernières années, tandis que ceux du « cœur » de l'Europe, en particulier la France et l'Allemagne, l'étaient beaucoup moins. Désormais, des signes de reprises apparaissent là aussi. L'Allemagne a connu une croissance de 0,3 % au quatrième trimestre (pour l'ensemble de 2025, celle-ci est aussi de 0,3 %). *« On n'a pas encore beaucoup de détails mais la demande intérieure est probablement le principal moteur de la croissance du quatrième trimestre, avec de la consommation du secteur privé et du gouvernement »*, explique Tomas Dvorak, du cabinet Oxford Economics.

Le fameux plan de relance de l'Allemagne, voté en 2025 et qui pourrait dépasser 700 milliards d'euros sur dix ans, s'est longtemps fait attendre. Annoncé par le chancelier conservateur Friedrich Merz dès son élection, en mars, mais adopté formellement seulement en septembre, il ne se déploie que très lentement. Si l'amélioration de la croissance semble indiquer que ses effets ont commencé à se faire sentir, Tomas Dvorak met en garde *« contre une interprétation trop optimiste »*, et estime au contraire que le stimulus restera lent et graduel encore en 2026.

Bonne santé de l'Espagne

Quant à la France, avec 0,9 % de croissance en 2025 (et 0,2 % au quatrième trimestre), elle maintient un rythme médiocre mais réel. Les Français retrouveraient-ils même le moral ? Après deux trimestres de quasi-stagnation, la consommation des ménages a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre. Enfin, l'Italie aussi montre des signes d'accélération. Sa croissance au quatrième trimestre a atteint 0,3 %, portant l'ensemble de 2025 à 0,7 %.

Du côté des pays périphériques, la bonne santé de l'Espagne continue, avec une croissance de 2,8 % en 2025. Son chômage, qui dépassait 20 % il y a une décennie, a été réduit de moitié. Le pays profite notamment d'une forte immigration d'Amérique latine, qui augmente la force de travail et donc la production totale du pays. Le gouvernement vient d'annoncer un grand plan de régularisation des sans-papiers, qui pourrait concerner entre 500 000 et 840 000 personnes, selon les estimations.

Les autres pays autrefois victimes de la crise de la zone euro affichent également de bons résultats économiques. Le Portugal a connu une croissance de 1,9 % en 2025, et la Grèce – qui reste beaucoup plus pauvre qu'avant la crise commencée en 2009 – devrait être à 2 % (les chiffres définitifs ne sont pas connus).

« Cela étant, la croissance est restée très faible en 2025 », modère Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN Amro Investment Solutions. Il souligne que le secteur manufacturier reste en

récession, frappé de plein fouet par les taxes douanières, la forte hausse de l'euro et, auparavant, l'envolée des prix de l'énergie. L'économie européenne est plus résiliente que prévu, pas pour autant dynamique.